

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 27 DÉCEMBRE 1977 - N° 590

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76.

1,70 F

En soutien aux «Michelin» GREVE GÉNÉRALE DANS LE PUY-DE-DÔME LUNDI

Lundi matin, les 20 000 travailleurs des cinq usines Michelin de Clermont-Ferrand, avec les milliers de mensuels et les ouvriers de Bergougnan, les ayant rejoint, ont entamé la 8ème journée de leur mouvement contre le projet de semi-continu que veut instaurer Michelin. Ce 8ème jour de lutte a vu l'ensemble des travailleurs du département du Puy-de-Dôme arrêter le travail 24 heures en soutien aux grévistes, à l'appel de l'Union interprofessionnelle de base CFDT et l'Union départementale CGT.

Voilà une riposte cinglante à la direction du trust qui, à la fin de la semaine, n'avait pas jugé bon de se déplacer comme prévu pour discuter avec les syndicats.

M. Michelin refuse, paraît-il, de céder sous la contrainte ! En clair, toute discussion serait suspendue à l'arrêt du mouvement !

Il faut que Michelin cède ! Les travailleurs du trust peuvent, dans leur lutte, compter sur l'ensemble des travailleurs et de leurs familles de l'agglomération clermontoise ; tous subiraient les conséquences des projets du trust ! C'est toute une ville qui entame sa seconde semaine de grève contre l'instauration du semi-continu ! (Lire page 3)

SAHARA

Après la libération des prisonniers par le Polisario

GUIRINGAUD DECLARE LA GUERRE

«A deux reprises au cours des dernières semaines, les forces mauritaniennes ont été amenées à résister à des attaques de

colonnes du Polisario... A deux reprises, des éléments des forces aériennes leur sont venues en aide». Vendredi, après la libération des prisonniers, Guiringaud avouait l'intervention ouverte de l'armée impérialiste française contre le peuple sahraoui.

Il a déclaré la guerre au peuple sahraoui. Après une escalade qui a commencé à la fin du mois d'octobre, appuyée par une formidable campagne d'intoxication : en même temps que les parachutistes arrivaient à Zouérate, la base aérienne de Dakar était renforcée ; au mois de novembre, des vols d'observation préparaient l'agression.

Aujourd'hui, après des semaines de silences et de démentis, elle est avouée et justifiée au nom de la «sécurité des Français» en Mauritanie. Au siècle dernier, les colonialistes n'ont jamais manqué d'envoyer des missionnaires et des aventuriers de toutes sortes dans les pays qu'ils convoitaient pour ensuite les «protéger» ou les «venger», à seule fin

de justifier leurs entreprises de pillage et de massacre.

C'est le sinistre scénario d'une intervention impérialiste que Giscard vient de commencer. Il tente de la justifier aux yeux du peuple français avec tous les moyens que ne lui ménagent pas la radio et la télé aux ordres ainsi que la presse d'Hersant.

Il est pourtant clair aujourd'hui, après les révélations dans *Le Monde* de l'ancien directeur de Zouérate, après les déclarations des prisonniers, que les Français en Mauritanie sont directement engagés dans la guerre contre le peuple sahraoui. En libérant les huit, le Front Polisario, loin de céder à un marchandage que Chayet envisageait, a fait un geste unilatéral. C'était un geste en direction du peuple français ; mais en même temps, il enlevait à l'impérialisme français le prétexte que celui-ci avait agité depuis des mois. Mais Giscard s'acharne à inventer d'autres prétextes pour poursuivre son engrenage.

Suite page 8

Hassan II a cédé

Les prisonniers politiques marocains ont cessé leur grève de la faim samedi. Ils l'ont arrêtée tous ensemble, contrairement à ce que le gouvernement avait annoncé la semaine dernière. Ils ne l'ont arrêtée qu'après avoir obtenu satisfaction sur l'ensemble de leurs revendications (être chauffé, pouvoir lire, écouter la radio, communiquer), alors que ces revendications étaient encore rejetées il y a deux jours.

Il s'agit d'un premier recul d'Hassan II, obtenu au prix d'une dure lutte de tous et de la vie de Saïda Menebhi. Le combat doit continuer pour la victoire, pour la libération totale des prisonniers politiques des géolés d'Hassan II.

(Lire page 8)



Prolongement de négociations à Ismaïlia

Begin et Sadate ont prolongé lundi leurs entretiens de dimanche à Ismaïlia. Ayant accepté la création de deux commissions distinctes, Sadate va discuter dans le détail d'un accord sur le Sinaï. Il semble se contenter de «déclarations de principe» de Begin sur les territoires occupés et les droits du peuple palestinien. (Lire page 6)

Noël anti Super-phénix à Grenoble

Samedi après-midi, entre 800 et 1 000 personnes ont manifesté à Grenoble contre Superphénix et pour la libération de Patrick et Joël, les deux militants anti-nucléaire arrêtés le mois dernier, alors qu'ils s'apprêtaient à faire une brèche dans la clôture du chantier de Superphénix. (Lire page 2)

AFP: grève contre la censure du pouvoir

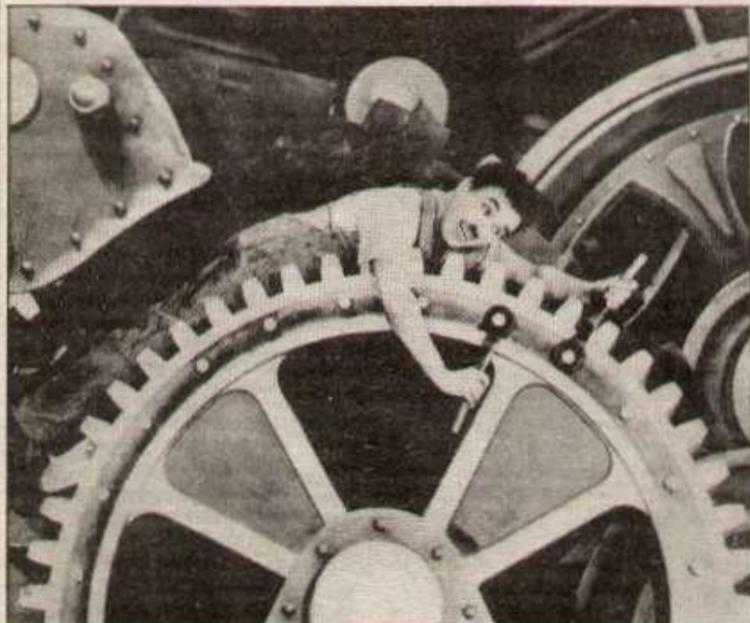
Tous les téléscripteurs de l'AFP devaient observer, de 17 heures à 18 heures, une grève dans le monde entier.

Les syndicats et l'ensemble du personnel entendent ainsi protester contre les pressions répétées dont ils sont l'objet de la part du gouvernement, qui ne se gêne pas pour faire annuler des dépêches qui ne lui conviennent pas, ou pour dicter aux journalistes la manière dont ils doivent rendre compte de tel ou tel évènement.

Ces pressions s'étaient montrées particulièrement grossières tout au long de l'affaire des prisonniers français du POLISARIO. (Lire page 6)

CHARLIE CHAPLIN EST MORT

Charlot reste avec nous



«Les Temps modernes» (1936). Chaplin est un des premiers à dénoncer au cinéma la soumission par le capitalisme de l'homme à la machine.

Lire notre article page 7

NOËL ANTI-NUCLÉAIRE A GRENOBLE

Entre 800 et 1 000 personnes se sont rassemblées à Grenoble place Grenette samedi après-midi à l'appel des comités Malville et du comité d'initiative pour la libération de Patrick Bunoz et Joël Larrive, les deux jeunes arrêtés alors qu'ils transportaient un pain de dynamite pour faire sauter la clôture entourant le chantier du surrégénérateur.

La manifestation d'un peu plus d'une heure s'est déroulée sans incident. Les flics, en raison de l'affluence sur la place Grenette, véri-

table centre commercial de Grenoble n'ont pas pu intervenir. Les manifestants réclamaient la libération de Patrick Bunoz et de Joël Larrive qui ont passé Noël en prison.

Une dizaine de manifestants ont quitté la manifestation et, à l'insu du reste du cortège, sont entrés dans le grand magasin «Les dames de France», où ils ont répandu un peu d'eau de Javel sur le rayon parfumerie. Au cours de cette action, deux jeunes femmes ont été arrêtées.

Les auteurs de cette intervention qui se disent eux-mêmes irresponsables, entendaient ainsi dénoncer la fête de Noël. Cet incident mineur a retenu toute l'attention de la presse qui a grossi l'affaire pour jeter le discrédit sur la manifestation pour la libération de Patrick et Joël et faire le silence sur ses objectifs. La radio a même dit que le groupe qui est intervenu dans le grand magasin était armé de barres de fer et qu'il avait blessé une vendeuse, ce qui était totalement faux.

Paris XI^e

Mobilisation contre les agressions fascistes

L'incendie d'un hôtel d'immigrés, rue Sedaine (Paris 11^e), n'était que le plus grave de la recrudescence des activités fascistes dans le quartier. Depuis quelques semaines, une dizaine de jeunes excités du PFN vendent chaque samedi après-midi leur torchon, Initiative, à la sortie du métro Voltaire. Ils ne se contentent pas de vociférer, mais molestent les passants dont la physionomie ne leur plaît pas, particulièrement des immigrés.

Samedi 24 décembre, une vingtaine d'anti-fascistes du XI^e s'étaient regroupés au métro Voltaire, et distribuaient un tract qui disait notamment : «Ce que font les fascistes du PFN à la place Voltaire, ils l'ont déjà fait ailleurs... Il s'agit pour eux de mater violemment les aspirations du peuple à la révolte contre l'exploitation, à la prise en charge de ses propres affaires... Nous voulons contribuer à ce que le PFN ne réussisse pas à instaurer l'atmosphère de terreur qu'il prétend établir... S'opposer à lui de façon prolongée, l'empêcher de faire régner un climat de terreur, c'est l'affaire de tous».

Ce tract a été accueilli très favorablement par la population. Des habitants du quartier disaient avoir été témoins des brutalités des fascistes, et avoir été très choqués de leurs slogans.

Ont-ils eu peur ? Ce samedi, les fascistes, du PFN n'ont pas montré le bout du museau.

Corr. XI^e

TREVE DANS LA GUERRE DU CROISSANT

Le calme semble revenu sur le front de la guerre du croissant, les adversaires ont signé l'armistice.

La taxation autoritaire mise en vigueur par Barre le 4 novembre qui avait provoqué la colère des boulangers et autres détaillants est remplacée pour 1978 par un régime de convention pour la viande de veau, le poulet, les produits de viennoiserie et de pâtisserie fraîche et le vin.

Le prix du croissant au beurre ne devrait pas excéder 1,40 F à Paris, 1,35 F dans la région parisienne et la Provence-Côte d'Azur, 1,25 F dans le reste du pays. Le croissant ordinaire est maintenu à 1 F. Mais verra-t-on les croissants reprendre un peu de ventre après la cure d'amaigrissement que de nombreux boulangers leur avaient fait subir ? Ce n'est pas précisé dans l'accord signé. Les prix des cinq produits de viennoiserie et des six produits de pâtisserie fraîche taxés seront plafonnés à des niveaux différents selon les régions.

Les bouchers devront taxer la viande de veau à un degré moindre et ils

pourront l'augmenter de 20 centimes le kilo le 1^{er} février.

Une organisation de restaurateurs a accepté d'appliquer des prix limités à une gamme de vins.

Les discussions entre Barre et les organisations professionnelles doivent se poursuivre mercredi sur le prix du poisson frais et des coquillages, puis ultérieurement sur la viande de bœuf et le pain. On saura dans quelques jours comment se sont traduites sur l'indice les mesures de Barre de début novembre.

● Une cinquantaine de communes et la ville d'Apt (Vaucluse) se mobilisent pour sauver l'hôpital d'Apt, menacé de fermeture pour vétusté.

Le pouvoir applique la politique qu'il a définie récemment de réduction du nombre de lits d'hôpitaux décide plutôt que de rénover ce vieil hôpital de le supprimer. Les habitants de la région d'Apt seraient ainsi contraints d'aller se soigner à Cavillon distant de 30 kilomètres.

Attaque fasciste contre la librairie des femmes

Dans la nuit de jeudi à vendredi plusieurs individus ont pris pour cible la vitrine de la «Librairie des Femmes», rue des Saints-Pères à Paris. Trois d'entre eux ont d'abord cassé la vitre de la porte, puis ils ont tabassé les femmes de la librairie qui leur demandaient de s'expliquer. Ils ont ensuite cassé la vitrine, affirmant que les livres en vitrine ne leur plaisaient pas, qu'ils étaient fascistes et pour le viol.

Les flics ont mis le temps pour arriver : deux agresseurs s'étaient enfuis, un troisième retenu par les femmes leur a été livré. Les femmes de la librairie ont porté plainte pour bris de vitrine et pour «coups et blessures volontaires».

Laving Glaces (Nantes)

VICTOIRE TOTALE POUR LES GRÉVISTES

Après 40 jours de grève, les «Laving Glaces» ont gagné !

Le protocole d'accord signé vendredi est une capitulation complète de la direction. Le protocole d'accord est le suivant :

1— la procédure de licenciement du délégué CFDT est annulée.
2—L'ouvrier licencié est réintégré sur un autre chantier mais garde son ancienneté et son salaire.
3—Tous les avertissements sont supprimés : aucun nouvel avertissement ne pourra être donné sans explication écrite à l'intéressé. Il devra être notifié

par écrit.

4—Les personnes embauchées pendant la grève seront maintenues (8 personnes).

5—D'ici deux mois, la charge de travail sera examinée avec les délégués et l'embauche nécessaire éventuelle effectuée.
6—Quelle que soit la charge de travail, chaque employé sera payé sur une base minimale de 174 heures par mois.

7—Une avance immédiate de 300 francs sera faite aux grévistes, remboursable en trois mois.

Cette victoire, c'est celle de la détermination, c'est celle de l'unité des grévistes, malgré toutes les manœuvres, malgré toutes les tentatives d'intimidation. Vendredi 30 décembre, les grévistes, les camarades du comité de soutien et tous ceux qui ont soutenu cette lutte réveilleront dans la joie : «Oui, aujourd'hui il est possible de se battre, oui, aujourd'hui il est possible de gagner». C'est avec ce mot d'ordre que se tiendra, à Nantes, le gala de la victoire courant janvier.

Corr. Nantes

Hagondange (Lorraine)

Les cheminots prêts à la lutte

Les attaques contre les travailleurs n'ont jamais été aussi féroces sur la circonscription de Thionville Ouest. Depuis un certain temps déjà, la direction avait réduit le rôle du comité-mixte d'établissement à sa plus simple expression ne tenant aucun compte des revendications des travailleurs et de leurs organisations : modifications des tableaux de services, suppressions de postes, refus de nommer les travailleurs au niveau correspondant à leur qualification sont le lot quotidien ; et tout cela sous le prétexte de la crise de la sidérurgie lorraine.

A plusieurs reprises déjà, les représentants de personnel ont mis en garde la direction ; à la gare d'Uckange, il y a eu deux blessés graves en moins de d'un an à cause des cadences.

Le 2 décembre dernier, en gare d'Hagondange, paraît une note d'établissement supprimant temporairement un certain nombre de postes, mettant ainsi gravement en cause la sécurité des agents de la manœuvre et portant du même coup une nouvelle attaque contre l'ensemble des cheminots. Immédiatement, une inter-syndicale CGT-CFDT-CFTC s'est constituée, et le 9 décembre, deux initiatives étaient prises : en même temps qu'une demande d'entrevue était déposée auprès du chef d'établissement, une pétition circulait reprenant en compte l'ensemble des revendications des cheminots d'Hagondange et de la circonscription et appelant à l'action au cas où il ne serait pas tenu compte des demandes des travailleurs.

Le 16, la direction refuse de recevoir les syndicats et le 17 un préavis de grève est déposé comptant à partir du 23 et couvrant toute la circonscription.

Devant la détermination des cheminots, la direction a opéré un certain recul en proposant des négociations pour le 3 janvier et en suspendant l'avis d'établissement jusqu'à la même date. Mais, le 21 décembre, les cheminots réunis en Assemblée générale, décidaient de maintenir le préavis de grève et exigeaient que la délégation désignée le 9 soit reçue le 27 décembre. Dès le lendemain, la direction cédait sur ce point.

Les cheminots d'Hagondange sont décidés, si les négociations du 27 ne leur donnent pas satisfaction à passer à l'action. La SNCF sera seule responsable du blocage d'une gare qui a un trafic de plus de mille wagons par jour et par où passent les artères Bruxelles-Zurich, Luxembourg-Paris, Calais-Bâle, Thionville-Nancy...

Corr. Hagondange

● Les ouvriers vont chômer

● Le responsable CGT demande à travailler !

La direction de l'usine STELI-Thomson de Tonnerre a pris la décision de mettre les 1 100 travailleurs de l'entreprise en chômage partiel entre Noël et le Jour de l'An. Cette décision a été prise sans consultation préalable du C.E. A la suite de cette mesure, le directeur a fait connaître la liste de ceux qui seraient «réquisitionnés» durant cette période de chômage. La direction s'est empressée d'y faire figurer des délégués syndicaux CGT pour tenter ainsi de diviser le personnel de ses délégués. Il faut dire qu'elle a saisi la balle au bond que lui a lancé le principal responsable CGT, cadre de l'entreprise et membre du PCF, qui a demandé à travailler durant ces jours de chômage !

Suite à cette attitude anti-ouvrière du dirigeant CGT, la section CFDT a refusé le lendemain de s'associer à la section CGT qui faisait signer une pétition à adresser à la chambre patronale. Des travailleurs ont refusé de la signer, montrant leur désaccord avec les pratiques de la direction de la CGT.

Corr. TONNERRE

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Le col relevé, se frottant les mains à cause du crachin glacial qui souffle, des centaines de «Bibs», comme on appelle ici les ouvriers de Michelin, sont sortis d'un coup de la dizaine de cafés qui entourent la place des Carmes au centre de Clermont-Ferrand. Il n'est que 9 heures du matin, et pourtant la plus grande place de la ville est déjà noire de milliers de travailleurs attendant le meeting intersyndical de 10 heures. Au fond, les bâtiments Michelin. A quelques mètres de l'immense horloge centenaire surplombant l'entrée principale, une autre entrée : celle des bureaux. Pour l'instant, on en sort surtout : de temps à autre, plusieurs dizaines d'employés ou d'ingénieurs surgissent, ayant décidé de se joindre à la grève.

Un flot plus important que les autres est salué par des applaudissements fournis. Les mots «*Tout va bien*» peints sur l'enseigne d'un café prennent depuis une semaine une allure quelque peu déplacée. Il en est de même des panneaux des marchands d'huîtres sur la place, qui indiquent «*la mer à votre portée*». Les week-end à la mer ? Pour l'instant, Clermont se bat pour avoir ses week-end tout court !

Reportage de Richard FEUILLET

Depuis huit jours, les 20 000 travailleurs de Michelin, ainsi que ceux d'autres usines, sont en lutte contre le projet de semi-continu que veut instaurer le trust. Avec ce projet, ce sont tous les acquis des luttes menées depuis 68 sur les conditions de vie et de travail, toute la vie sociale qui, pourtant était loin d'être drôle, que Michelin veut remettre en cause sur toute la ville !

«En 68, le mouvement avait permis pour la première fois chez Michelin, de débloquer un peu la situation au niveau de la réduction du temps de travail. On avait réussi, contrairement à ce qui existait avant, à avoir six samedis chômés (de repos), dès 69. Puis on était passé à trente samedis en 75. Mais dès cette époque, la direction nous déclarait : «C'est terminé, les samedis, je n'en donne plus». Elle a alors institué les jours de repos mobiles en semaine (remplaçant les dix-huit samedis travaillés restants). A partir de là, on s'est dit : «Michelin a une idée derrière la tête». Mais beaucoup ne croyaient pas qu'il s'agissait là d'une première étape vers la suppression des samedis. Et puis, en novembre dernier, il y a eu la commission paritaire. Là, ça a été clair. La direction a dit : «Je donne deux jours mobiles supplémentaires mais on va vous soumettre un projet de travail en semi-continu». Les choses étaient en effet claires : un tel projet consistait ni plus ni moins qu'à imposer une prise du travail à 22 heures le dimanche soir et à l'arrêter à 13 heures le samedi matin, à 21 heures le samedi soir, une semaine sur trois ! Bref, la remise en cause de tous les samedis, de fait !

Le mouvement, dès début décembre, a commencé à se dessiner. Parallèlement au travail d'explication de militants CGT et CFDT de base, des délégations de masse aux chefs de service, d'ateliers, ont eu lieu, bientôt relayées par des débrayages de deux à quatre heures. Le samedi 17 décembre est alors arrivé : un samedi travaillé... «Nous n'avons jamais été au boulot le samedi avec goût, mais ce jour-là, on s'est dit :

«*Qu'est-ce qu'on est venu faire là ! On veut nos samedis ! Alors ça va bien, on arrête !*» C'est ce jour-là que le mouvement a commencé à prendre une certaine ampleur. Le lundi matin, dès 5 heures, c'était parti. «La mobilisation, — nous dit un responsable syndical — a été plus rapide que nous ne l'avions prévu, puisque nous n'appelions qu'à un mot d'ordre de grève pour le mardi». Ce qui était bien peu en effet.

LE SEMI-CONTINU : PLUS DE WEEK-END

Mouvement massif donc et pour cause ! Il n'y a qu'à interroger au hasard quelques-uns des milliers de travailleurs ou leurs femmes qui discutaient sur la place des Carmes, sur les conséquences qu'aurait la mise en place du semi-continu : «Plus de samedis, plus de dimanches, avec ce système : il faudrait prendre le dimanche soir à 22 h. Pour les gars qui habitent à 50 kilomètres, il faudrait être prêt à 19 h ! Or, c'est le samedi et le dimanche que tu vas chez les amis, que tu les invites, que tu vas à la pêche, à la chasse, à la campagne. Tout ça disparaîtrait ! Plus question pour les couples de se voir, de voir les gosses !» «Prends ce jeune couple, — s'exclame une ouvrière ayant 30 ans de maison —, ils ont des enfants en bas âge. La femme travaillait déjà toute la semaine, car le salaire n'était pas assez gros. Ils ne se voyaient déjà pas cinq jours par semaine ! Un travaillait du matin, l'autre le soir, «volontairement» si l'on peut dire car il n'y avait pas d'autres moyens pour garder les gosses ! Là, ils ne se verront plus du tout ! Il faudra dormir le dimanche après-midi». «Y'a un gars qui me disait l'autre jour : «Le système qu'on veut nous imposer ça me rappelle un film où le mari et la femme se croisaient dans le train, sans jamais se voir» dit un jeune O.S. Voilà ce que veut imposer Michelin non seulement aux «BIBS» mais qui rejallirait sur les milliers d'ouvriers de l'agglomération clermontoise.

Les horaires de bus de la ville sont en effet définis

Clermont-Ferrand : toute une ville contre le semi-continu

«MICHELIN FAIT LA PLUIE, NOUS FERONS LE BEAU TEMPS !»

en fonction des horaires de chez Michelin. Le système en semi-continu modifiant les horaires de la règle, les autres entreprises seraient donc obligées de modifier les leurs en conséquence ! Exemple criant du pouvoir Michelin et de la dépendance de l'industrie de la ville vis-à-vis du trust, la déclaration que fait rituellement la direction de l'usine de caoutchouc Bergougnan à la commission paritaire annuelle aux syndicats «pour fixer nos horaires, j'attends que Michelin ait fixé les siens. S'il lâche le samedi, vous aurez six samedis. Voilà qui explique que le mouvement se soit étendu à d'autres usines de la ville !

MICHELIN TENTÉ PAR LE «MODELE» JAPONAIS

Mais pourquoi cette décision de Michelin ? «Il dit que les Japonais inondent le marché européen de pneus moins chers. Alors il veut nous faire faire plus de production, pour abaisser ses coûts. Mais s'il veut faire plus de pneus, il n'a qu'à construire des usines en France, embaucher des chômeurs ! Bien sûr, à l'étranger, c'est plus rentable ! Par exemple, au Portugal, où les salaires sont deux fois moins élevés qu'en France !» s'exclame un travailleur portugais révolté.

Michelin veut en effet abaisser ses coûts de production et sur la base des profits supplémentaires en résultant, multiplier ses usines à l'étranger particulièrement dans les pays à dictature fasciste comme le Brésil ou les états les plus réactionnaires comme la Caroline du Nord, c'est le travail 24 heures sans s'arrêter comme au Japon parfois, qu'il aimerait bien imposer à terme !

Tous les arguments lui sont bons pour justifier ses projets. Les chefaillons, depuis huit jours, vont d'ouvriers en ouvriers, leur tenant toujours le même langage provocateur. «Le samedi qu'ils disent, — nous apprend une ouvrière —, il y a trop de monde pour faire ses courses sur le marché ; mieux vaut avoir un jour de libre en semaine. Je leur ai répondu l'autre jour, ça fera moins d'ouvriers sur



les routes pour vous gêner quand vous irez à la campagne surtout».

En rentrant en lutte, c'est le projet de semi-continu que les «Bibs» mettent en cause, mais l'ampleur même du mouvement, jamais vu depuis 68, le fait que des milliers de «mensuels» l'aient rejointes comme cela ne s'était jamais vu, porte un nouveau coup au «système Michelin», système de répression et de pression sournoises et multiples visant à casser toute lutte, à «mettre au pas» les ouvriers. Cela a toujours commencé à l'embauche ; on rentre chez Michelin, manoeuvre payé au SMIC, avec un contrat de trois mois (six aujourd'hui !) qui est en fait une période d'essai pendant laquelle non seulement le trust économise sur les payes, mais «jauge» les nouveaux arrivants.

LE «SYSTEME» MICHELIN

Des enquêtes sont faites sur les nouveaux embauchés, dans leur quartier, parfois à leur ancien domicile. On interroge les voisins : «Le père était-il syndicaliste ?» «Finalement, tu es embauché en fonction de ta tenue et de tes opinions. Il faut se tenir tranquille quelques années, avant de faire quelque chose !» Mais Michelin se dit que deux précautions valent mieux qu'une. Alors il «forme» les nouveaux embauchés dans son CET qui jouxte l'usine des Carmes, pendant trois ans. Le diplôme

obtenu ne permet de travailler que chez Michelin. Trois ans d'étude hors de l'école du trust oblige pour un professionnel à refaire trois ans à l'école Michelin. L'ouvrier spécialisé doit faire quelques semaines à l'école où est inculquée «l'idéologie Michelin» : «L'entreprise, c'est la famille : du chef d'atelier au chef du personnel, vous avez autour de vous des gens qui comprennent vos problèmes. Si vous avez un problème, adressez-vous à eux». Voilà qui rappelle les méthodes de Simca pour empêcher toute implantation syndicale !

Les moyens de pression sont continus. Michelin, bien qu'il ne construise plus ses propres cités, a encore un pourcentage important de logements qui lui sont réservés dans les HLM. Il a en outre, grâce aux 1 %, un droit de regard dans l'office des HLM. «Si tu n'es pas «sage», si tu fais grève, — nous explique un jeune ouvrier —, on te fait comprendre que tu as intérêt à cesser «ce jeu-là», sinon pas de logements». Autre moyen de pression : le «système des points». «C'est un système qui récompense l'élève «sage» par rapport aux autres. Tu es convoqué un beau jour par le contremaître. Si tu as été «sage», on te félicite et on te dit de continuer. On te donne un nombre de points qui correspond à l'enveloppe maximum en fin d'année. Si tu ne te laisses pas marcher dessus, on te fait la leçon». Malheureusement, pour Michelin,

nombre d'ouvriers refusent désormais d'«aller aux points» disant aux chefs d'ateliers : «Tu n'as qu'à me les amener, à la machine, je ne me déplace plus».

Huit jours de lutte déjà. Ce lundi se déroulait la journée de grève de 24 heures, de toutes les usines du Puy-de-Dôme en soutien aux grévistes.

Et significatif de l'ébranlement du «pouvoir Michelin» est le caractère dérisoire des moyens employés par ses gardes chiourmes, pour tenter de briser la grève actuelle. Vendredi, l'un d'eux redémarrait une machine pour faire croire à la reprise ! A l'usine de la Combaude, (une des six usines Michelin de Clermont), d'autres chefs laissaient les ateliers donnant sur la rue allumés pour faire croire que l'usine continuait à tourner !

Achetez le Quotidien chaque jour dans le même kiosque

mars

MARCHE SUR FESSENHEIM

«Non à la centrale de Gerstheim Erstein ! Non à la mise en service de Fessenheim». Sous ces mots d'ordre, 10 000 personnes devaient participer à la marche sur la centrale de Fessenheim à l'appel des organisations opposées à la mise en route de la centrale qui devait diverger le lendemain. Dans le même temps, une action de protestation était entreprise à Colmar. Le site de Gerstheim était occupé.

AVEU DE CARTER SUR LA PARTICIPATION AU COUP D'ÉTAT DE PINOCHET

Le délégué américain à la commission des droits de l'homme de l'ONU formulait le 5 mars le regret du rôle que certains membres du gouvernement... ont joué dans le renversement du gouvernement démocratique élu au Chili. Après avoir été contraint de déclarer que ces paroles étaient des positions personnelles, le délégué recevait de Carter l'ordre de voter une motion condamnant le régime Pinochet dont la délégation US était co-auteur avec Cuba. Carter soignait ainsi de façon spectaculaire son image de défenseur des droits de l'homme. Les belles paroles n'ont été suivies pratiquement d'aucun effet.

AIX EN PROVENCE : PROCES DU MLAC

Le 10 mars, Aix-en-Provence était la capitale de la lutte pour les droits des femmes, 6 ouvrières inculpées pour avortement passaient en jugement. Une très forte mobilisation était organisée à Aix devant le tribunal. Des centaines de personnes venues de toute la France s'étaient rassemblées. 41 médecins d'Aix témoignaient en leur faveur. Un représentant de la direction nationale de la CFDT témoignait au procès, ainsi que des entreprises, des grèves étaient organisées avec manifestation de soutien aux inculpées, dans les entreprises où travaillent les inculpées. Les lycées et les écoles normales de la région s'étaient joints à la mobilisation. Devant l'ampleur du mouvement, Veil avait demandé par téléphone que les inculpées soient relâchées, deux mois de prison avec sursis pour 5 d'entre elles et un mois avec sursis pour la sixième.

CINQ ESPIONS RUSSES ARRÊTÉS

Un réseau d'espionnage industriel était démantelé le 21 mars par l'arrestation de cinq personnages qui depuis 14 ans livraient à l'URSS des renseignements sur les fabrications aéronautiques françaises sur le système de protection des bases aériennes civiles et militaires et certains renseignements concernant les mises au point de fabrication d'armements et de recherche aéronautique de l'OTAN. La ressemblance du Tupolev, avec Concorde ne relevait plus de la seule coïncidence. Avec plusieurs milliers d'espions travaillant en France, (la DST avance le chiffre de 20 000), l'URSS dispose d'un autre moyen de pénétration qui complète le système d'accords qu'elle développe.

SOMMET DE ROME

Le 20^e anniversaire du sommet européen de Rome était organisé le 25 et 26 mars. Il fut marqué par les dissensions : dissensions sur la relance, les Allemands se refusant à y contribuer plus largement, dissensions sur le projet de restructuration, l'Allemagne essayant de dominer un secteur comme la sidérurgie par le biais de l'association des industries belge et allemande. Ces querelles ont pour fondement les attitudes divergentes face à l'offensive américaine en direction de l'Europe, dans le cadre de la crise.

Élections municipales

ÉCHEC DE GISCARD ET FRAGILITÉ DE L'UNION DE LA GAUCHE

Les deux tours des municipales marquent un net recul des partis de la majorité : ils ne recueillent plus que 48 % des voix.

Du coup, les quelques points gagnés par les partis de gauche donnent l'impression spectaculaire d'un raz-de-marée : cinquante villes de plus de 30 000 habitants sont gagnées par la gauche.

Ces élections municipales ont servi de test avant les législatives de 1978, de deux façons : d'une part, elles ont mesuré le rapport de

forces entre les deux grandes coalitions, et indiqué une évolution plutôt favorable à la gauche. D'autre part, elles ont marqué une étape dans l'évolution des contradictions au sein de chaque coalition.

A droite, les municipales ont attisé les contradictions entre chiraquiens et giscardiens. Giscard a connu un grave échec avec cinq ministres battus, et le recul de sa majorité. Toutefois, dans l'ensemble, en province c'est le RPR qui a

essuyé les plus grosses pertes : la victoire de Chirac à Paris masque ce résultat et lui donne une sorte de fief. L'existence d'un tel parti de droite, aux thèmes archi-conservateurs, s'appuyant sur certaines classes moyennes fait nettement obstacle aux projets d'ouverture de Giscard en direction de la social-démocratie. Premières conséquences : les difficultés pour Giscard à remodeler le gouvernement Barre peut atténuer les divisions de la majorité et préparer les législatives.

A gauche, la tactique d'union a payé sur le plan électoral. Mais de manière différenciée : c'est le PS qui a gagné sur la droite le plus grand nombre de maires. Il a remporté 12 «partielles» au premier tour sur les 17 qui l'opposaient au PC. Par contre le PCF a gagné surtout des sièges : 513 sièges de conseillers contre 369 au PS. Il a pu en effet, grâce à l'Union, pénétrer dans un grand nombre de municipalités tenues par le PS d'où il était, jusque là, exclu.

Si l'accent a été mis sur l'union à l'occasion de cette campagne, les oppositions n'ont pas manqué : tractations acharnées pour la désignation et la composition des listes, batailles des primaires. Au lendemain du succès, des règlements de compte se préparent. Le PCF lançait la campagne sur les nationalisations, en prévision de la renégociation du programme commun, à la fin du mois de mars, avec une suite d'interviews des directeurs d'entreprises nationalisées. Au PS, les préparatifs du congrès de juin sont déjà largement dominés par la volonté de la majorité du PS de juguler le CERES, qui fait souvent figure de cheval de Troie du PCF.

En même temps, ces élections ont fait apparaître un phénomène nouveau : le score élevé des écologistes et de certaines listes d'extrême gauche, dépassant souvent 10 %.

Une frange de plus en plus importante d'électeurs, et surtout en province, de travailleurs, marque ainsi le refus de se reconnaître dans les débats opposant la gauche à la droite, et trouvent ni dans les projets ni dans les pratiques de la gauche de réponse à certaines de leurs aspirations.

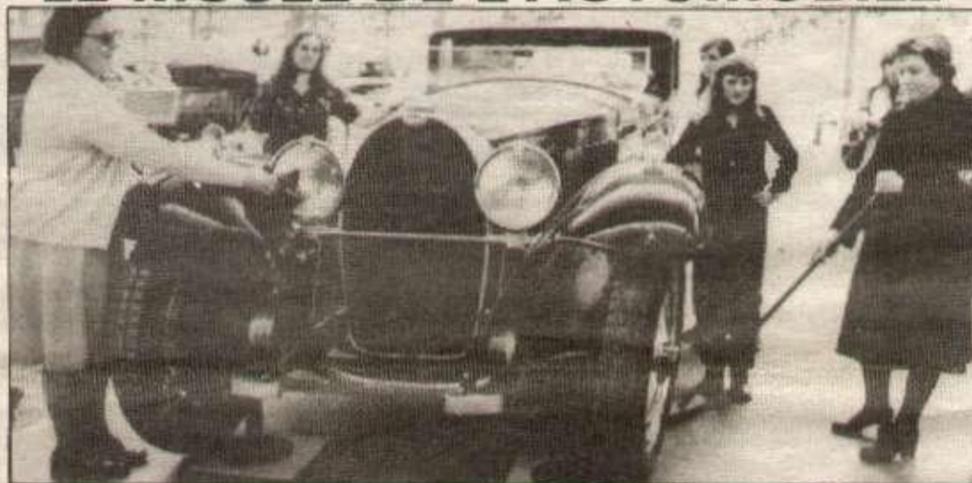
Conseil national palestinien

PAS DE MODIFICATION DE LA CHARTE DE L'OLP

Le 12 mars, le 13^e Conseil National Palestinien ouvre ses travaux dans une situation difficile : bien qu'ayant pu éviter l'écrasement militaire au Liban et conserver ses positions au Sud, la Résistance était soumise à de fortes pressions pour l'obliger à accepter un règlement global fondé sur la création d'un mini-État palestinien et la reconnaissance d'Israël.

Ce conseil renforce sa représentativité en s'élargissant pour une bonne part à de nouveaux délégués des territoires occupés. La principale décision de ce conseil, qui réélit Yasser Harafat à la tête de l'OLP, rejette toute modification de la Charte Palestinienne qui déclarait notamment : «L'OLP lutte contre tout projet ou entité palestinienne dont le prix serait la reconnaissance de l'ennemi, la conclusion de la paix avec lui et le renoncement aux droits historiques de notre peuple à rentrer chez lui et décider de son propre sort».

LES SCHLUMPF OCCUPENT LE MUSÉE DE L'AUTOMOBILE



Le 8 mars les travailleurs de Schlumpf occupent le Musée de l'Automobile créé par leur patron dans les locaux d'une usine fermée en 1965 : 440 voitures valant 10 milliards d'anciens francs. En cette période électorale les Schlumpf éclairent d'un jour cru la réalité de l'exploitation capitaliste. En organisant cette action spectaculaire, qui rencontrera un soutien massif immédiat, les Schlumpf ont rompu le silence que les partis de gauche voulaient imposer à la classe ouvrière à l'occasion des élections. Ils

réaffirment les revendications et les aspirations qui ne trouvent aucune place dans le Programme commun. La période électorale n'a rien d'une trêve. Alors que les Schlumpf occupent, la lutte de Lip se poursuit, des grèves importantes ont lieu sur le chantier de Gravelines, les travailleurs de Manil sont expulsés par la police, la lutte s'organise à la Sescosem. Les élections à peine terminées, les gendarmes mobiles interviennent contre les grévistes à Troyes chez Petitjean, à Paris 18^e à la BNP et au Puy chez Elastel.

Bologne

Le compromis historique prend le visage de la terreur policière

Madrid

Sommet de l'euro-révisionnisme

Les 3 et 4 mars, Berlinguer avait rencontré Marchais et Carrillo à Madrid. Geste spectaculaire d'appui à Carrillo en vue de la légalisation du PCE. En même temps, PCI et PCF entendaient se parler ainsi d'une auréole démocratique et antifasciste. Certains pouvaient s'attendre à un pas en avant dans l'autonomie de ces partis vis-à-vis de Moscou. Il n'en fut rien :

PCI et PCE ne permirent pas à Carrillo de glisser la moindre allusion aux «violations de la démocratie» en URSS.

Par contre, la déclaration souligne l'importance mutuelle que les trois partis attribuent à de nouveaux pas en avant sur la voie de la détente et de la coexistence pacifique. Un appui donc sans ambiguïté aux ambitions soviétiques en Europe.

Bologne, 10 mars, Francesco Lorusso, militant de «Lotta continua», meurt sous les balles des carabinieri. Des manifestations sont organisées dans le pays pour protester contre cet assassinat policier. A Rome, en vertu de la loi Reale de 1975, la police est autorisée à «tirer en cas de nécessité». De vastes ratonnades sont organisées le week-end dans la capitale italienne. Le PCI réuni en Comité central à Rome apporte son entier soutien à la police, attaque violemment la gauche extra-parlementaire et demande une répression plus forte. Le 16 mars, le PCI organise une manifestation de soutien à la police à

Bologne, en compagnie de la Démocratie chrétienne et du PS. C'était l'application pratique de la «défense de l'ordre démocratique» et de «l'Etat démocratique issu de la Résistance» qui justifiaient la stratégie du compromis historique. Le PCI reproche d'ailleurs à cette occasion à la DC de manquer de fermeté dans la répression. Ainsi, tout en donnant le maximum de garanties sur son légalisme vis-à-vis de l'Etat bourgeois, le PCI laisse très nettement apparaître qu'une fois au pouvoir il «criminaliserait» systématiquement tout mouvement de contestation politique.

avril

Thionville 14 avril

Le 14 avril, les cafés, magasins et boutiques de Thionville baissent leurs rideaux; 20 000 travailleurs descendent dans la rue et manifestent durant des heures aux cris de «Travailleurs, oui, chômeurs non !», «Sollac, Sacilor, Usinor, Soloci, Fillot occupation», «C'est tous ensemble qu'il faut frapper». C'est la première riposte d'ampleur des travailleurs et de la population Thionvilloise au plan de chômage des maîtres de forges : dès le 6, alors qu'à Dunkerque un 83ème travailleur est assassiné faute de sécurité, la direction d'Usinor Thionville annonçait 3 800 licenciements, premier pas vers les 16 000 suppressions d'emplois envisagées pour l'année 77 dans la sidérurgie.

Ce jour-là, ainsi que quatre jours plus tard lors de la manifestation des sidérurgistes à Paris où Barre confirmera à l'Assemblée nationale le plan, le syndicat CFDT définit les tâches à prendre en main immédiatement pour s'y opposer : «La grève générale de la sidérurgie lorraine et l'occupation de toutes les usines, voilà la perspective de la CFDT, voilà le chemin par lequel il faut passer en 1977 pour s'opposer efficacement au plan patronal». Mais déjà la direction PCF de la section syndicale CGT d'Usinor Thionville refuse d'appeler à la grève générale, le jour de la montée des travailleurs sur Paris. Ce sera le premier pas vers l'étouffement de la lutte de la part des révisionnistes : la décision d'occuper va, en fait, être reportée de jour en jour.

20 000 TRAVAILLEURS DANS LA RUE CONTRE LES MAÎTRES DE FORGE



L'impérialisme français intervient au Zaïre

Le gouvernement français révèle qu'il organise un pont aérien d'avions lourds pour transporter au Zaïre un corps expéditionnaire marocain, que l'impérialisme français se pose comme le protecteur de l'indépendance du Zaïre.

De fait, les unités militaires, qui depuis le 8 mars, ont pénétré dans la province du Shaba (ex. Katanga), à partir de l'Angola, sont formées de réfugiés zairois, enrôlés dans les forces armées du MLPA et contrôlés par les marnaires cubains et par les Soviétiques. Et il apparaît que Moscou a inspiré cette opération, dans le but de déstabiliser le régime réactionnaire de Mobutu impopulaire, et menacé de faillite financière. Sous couvert de mouvement de libération nationale, il s'agit bien d'accroître la pénétration soviétique en Afrique, en prenant l'Angola comme base.

Mais l'opération française, utilisant des troupes marocaines, a pour but, elle, de ren-

forcer les positions de l'impérialisme français dans cet immense pays situé au cœur de l'Afrique, et extrêmement riche en minerais.

Les ex-colonisateurs belges ne s'y trompent pas et protestent : ils n'ont pas été consultés. D'autre part, comme le montre bientôt le sommet franco-africain de Dakar, l'impérialisme français essaie de profiter de l'offensive soviétique en Afrique, pour resserrer ses liens, notamment militaires, avec toute une série de pays africains. Le Maroc, déjà engagé contre le peuple sahraoui, joue un rôle de premier plan dans le dispositif qui cherche à se mettre en place.

Ainsi, dans le cadre de la rivalité accrue entre les superpuissances pour le contrôle de l'Afrique, l'impérialisme français entend, même s'il se coordonne de plus en plus souvent avec les USA, jouer son propre jeu et y maintenir, sinon étendre sa propre sphère d'influence.

USA - URSS

LE «NIET» DE BREJNEV AUX PROPOSITIONS DE CARTER

Les premiers jours d'avril voient la mise en place d'une situation qui domine encore aujourd'hui les rapports entre les deux superpuissances. A la fin du mois de mars, Vance se rendait à Moscou. Premier contact de l'administration Carter avec l'appareil soviétique. L'accord en vigueur sur la limitation des armes stratégiques (SALT) arrivant à expiration le premier octobre, Vance proposait deux solutions :

— Soit un accord global qui réduirait le plafond des armements stratégiques à 1 800, ce qui signifierait pour les Russes, selon Gromyko, la «liquidation de la moitié de nos moyens» ;
— Soit un accord partiel qui reprendrait les plafonds fixés précédemment mais excluerait les nouvelles armes US (le Cruise) et soviétique (le Backfire) qui soulèvent

de violentes polémiques. Une négociation sur un nouvel accord devait s'ouvrir immédiatement.

Les buts poursuivis par les Américains étaient évidents : obtenir une réduction de l'effort de guerre soviétique. La réponse russe a été non moins nette : pour chacune des propositions, un «niet» catégorique. Une conférence de presse, événement rarissime, était organisée par Gromyko : selon lui, les propositions américaines «aporteraient un grave coup aux intérêts de l'URSS. Vous pouvez appeler cela un durcissement de position, un changement de position. Vous pouvez l'interpréter comme vous l'entendez» déclarait-il alors. Depuis lors, malgré des semaines de discussions intenses à Washington avec, parfois, Carter en

personne : on a seulement prolongé l'accord précédent. Et le nouvel accord SALT n'est toujours pas en vue.

Pendant toute cette période, la course aux armements a connu une accélération considérable : décision de déployer les Cruise, mise au point de satellites anti-satellites, développement de la bombe à neutrons du côté américain ; accélération du programme SSX 20 et SSX 15, missiles mirvés stratégiques et tactiques, mise en service du T 72, accélération d'études pour la construction du Cruise du côté soviétique. Depuis le mois d'avril, la «détente» ne peut plus se faire passer pour la paix, mais apparaît pour ce qu'elle est : une rivalité acharnée, une course effrénée aux armements qui débouche sur la guerre.

1^{er} avril : Indice de la colère qui s'accumule, des milliers de travailleurs du trust Thomson en pleine restructuration, inaugurent à leur manière, à Paris, le Salon du Composant Electronique.

● Le prêt pour la continuation des activités des usines Schlumpf est refusé : les travailleurs de Gluck et Malmerspach occupent leur usine.

3 avril : Succès du meeting du PCRM à la Mutualité, à Paris. Plusieurs milliers de personnes participent à la manifestation du matin et au Rassemblement Communiste de l'après midi. Une journée au cours de laquelle s'affirme avec force la perspective de la France socialiste de demain.

5 avril : Privatisation du port de Dunkerque. Les dockers continuent la lutte.

11 avril : Les maîtres de forge confirment : 16 000 licenciements dans la sidérurgie d'ici 1979 !

13 avril : Nouveau pas vers l'Europe des polices et vers l'application de fait avec la Convention anti-terroriste européenne non encore ratifiée : le gouvernement français livre Detlev Schultz, accusé d'être membre de la RAF, au gouvernement allemand.

14 avril : Réforme de la Sécurité sociale : contrôles renforcés, moins de médicaments remboursés, le plan Barre bis continue !

15 avril : 3 % de chômeurs en plus en mars : selon la très officielle INSEE, 1 000 chômeurs en plus chaque jour !

● Le PCE adopte le drapeau franquiste, piétinant ainsi le symbole de 40 ans de lutte et d'espoir, l'étendard de combat des ouvriers et paysans espagnols, dressés contre l'agression de Franco, Hitler et Mussolini, en 36. Alors que le jour même se déroulent en Espagne, des manifestations pour le drapeau républicain, l'Humanité, commentant l'acte du PCE parle de «réalisme politique».

18 avril : Les ouvriers de la Général Motors à Gennevilliers en lutte pour les salaires, sont expulsés à 5 h du matin. A 10 heures, 5 000 travailleurs sont face aux flics, devant l'usine !

20 avril : Début du sommet franco-africain où Giscard va tenter de préserver les intérêts de l'impérialisme français en Afrique.

● 3^e plan énergétique (en 4 ans) aux Etats Unis présenté par Carter. La volonté de l'impérialisme US de faire du pétrole une arme de guerre contre les pays producteurs, s'y affirme !

● Les directions syndicales de la Général Motors appellent à la reprise, sans satisfaction !

21 avril : Fin du sommet Franco-africain : Giscard n'aura pu faire cautionner son projet d'intégration militaire par l'ensemble des pays. La «coopération» aura été mise en cause encore plus largement.

22 avril : Le Zaïre rompt ses relations avec l'URSS

23 avril : Attentat fasciste contre les locaux de la Bourse du travail de Grenoble, les travailleurs grenoblois ripostent massivement par une manifestation.

24 avril : explosion d'une plate-forme de forage en mer du Nord. 4 000 tonnes de pétrole se déversent chaque jour dans la mer. La politique criminelle des trusts guidés par le profit, au mépris de la sauvegarde de la nature, est mis en lumière !

26 avril : Le plan Barre Bis, petit frère du premier, est voté.

● Procès Baader : les prisonniers de la RAF sont condamnés à la prison à vie. Le gouvernement allemand a pu, à cette occasion renforcer la juridiction d'exception.

Grève à l'AFP

«ATTENTION, TOUS, CETTE DÉPÊCHE ANNULE ET REMPLACE NOTRE AFP 201»

Lundi, les syndicats CGT, CFDT, SNJ et FO appelaient tout le personnel de l'AFP à observer «un arrêt de travail sur l'ensemble des fils, de 14 heures à 17 heures en raison de la multiplication des pressions et des actes de censure».

Le 21 décembre, pour la 10ème fois, la censure s'est exercée : une dépêche portant le numé-

ro 201 traitait de la prise d'otages de Guiringaud à Orly, lors du retour des prisonniers du POLISARIO. «Ceux-ci qui arriveront à bord d'un DC 9 de la compagnie suisse Balair, affrété à leur intention par le secrétaire général de l'ONU, retrouveront leur famille au salon d'honneur de l'aéroport avant d'être conduits au Quai d'Orsay

pour y faire le récit de leur captivité.

Les journalistes présents à Orly seront groupés dans la galerie dominant le salon, qu'ils ne seront pas autorisés à quitter, indique-t-on à Orly. Un service d'ordre renforcé en conséquence a été prévu afin de faire scrupuleusement respecter cette consigne.»

Il n'y avait là que la description de la vérité, et encore aurait-il été plus juste d'écrire que les prisonniers devaient se rendre au Quai d'Orsay non pour faire le récit de leur captivité, mais pour que de Guiringaud puisse faire pression sur eux.

Pourtant, bientôt tombait sur les télécriteurs une autre dépêche portant le numéro 217 : «Attention tous, cette dépêche remplace et annule note AFP 201», dans laquelle il n'était plus question du cordon sanitaire qui allait être mis entre les ex-prisonniers et la presse : les détenus «retrouveront leur famille au salon d'honneur de l'aéroport».

Tout au long de l'affaire des prisonniers du POLISARIO, des pressions du même type se sont exercées. Il n'est pas jusqu'à la directrice de l'agence d'Alger qui ne se soit vue reprocher sa «trop grande complaisance pour le POLISARIO dans la manière dont il était rendu compte de cet événement».

Ce n'est pas la première fois, loin de là, que les dépêches de l'AFP sont ainsi annulées et remplacées. N'a-t-on pas vu récemment à la suite d'une journée de grève, le gouvernement indiquer aux reporters de l'AFP qu'ils auraient à faire ressortir le pourcentage des non-grévistes plutôt que l'évaluation des manifestations... Plus récemment, lors de la disparition du patron des patrons allemand, Schleyer, sur ordre du gouvernement de RFA l'AFP avait reçu par gouvernement français interposé,

la consigne de ne pas divulguer certains communiqués des ravisseurs...

De plus, les syndicats de l'AFP se plaignent de ne pas avoir été reçus par la direction de l'agence et d'avoir vu de multiples entraves mises à l'exercice du droit syndical, surtout depuis que l'actuel directeur-adjoint a été nommé.

C'est parce qu'ils ont assez de ces pressions, de cette répression et de cette information téléguidée que les quatre syndicats de l'agence arrêteront le travail pendant une heure dans tous les services et dans toutes les agences à travers le monde. Certains voudraient aller plus loin, ils en discuteront en assemblée générale.

La rencontre Begin-Sadate à Ismaïlia

PROLONGEMENT DES NÉGOCIATIONS



Après une journée de négociations à Ismaïlia dimanche, Begin avait décidé de rester en Egypte lundi et devait tenir dans la journée une conférence de presse avec Sadate. Begin devait préciser les différents points de son «plan de paix», notamment ceux qui concernent l'Egypte et, pour le reste, s'en tenir à des principes.

En ce qui concerne le Sinaï, il semble que Begin exige le maintien de deux enclaves sionistes, l'une Raffiat dans le Nord, l'autre à Charm el Cheikh dans le Sud. Ils demanderait également la «démilitarisation» du Sinaï avec l'implantation de stations d'écoute électronique : en somme, il veut garder un droit de contrôle et d'accès sur cette partie du territoire égyptien.

En ce qui concerne les territoires occupés et les

droits du peuple palestinien, Sadate pourrait se contenter de déclarations de principe, ce qui pourrait permettre de masquer les intentions réelles de Begin en évitant par exemple de lui faire préciser la durée de la présence militaire sioniste en Cisjordanie. Fait significatif, Begin et Sadate ont décidé de mettre sur pied deux commissions, l'une dirigée par les ministres des Affaires Etrangères traiterait du cadre politique de l'accord, la seconde où siègeront les ministres de la Défense traiterait des questions militaires et entamerait donc rapidement l'élaboration d'un accord séparé entre Israël et l'Egypte.

Sadate espère toujours rallier à la conférence du Caire le roi Hussein de Jordanie, avec l'aide des Etats-Unis : Hussein doit rencontrer Carter en Iran au début du mois de

janvier. Dans le monde arabe, la politique de capitulation de Sadate continue à être dénoncée : dimanche, plusieurs milliers de Palestiniens ont défilé dans les rues de Beyrouth pour protester contre la rencontre d'Ismaïlia. Les dirigeants de la Résistance ont tenu une réunion vendredi soir sous la présidence de Yasser Arafat pour examiner les développements de la situation.

de son côté, le ministre des Affaires étrangères du Koweït déclarait samedi : «Le Koweït considère l'OLP comme le seul représentant légitime du peuple palestinien. Le problème palestinien, qui est au centre du conflit du Proche-Orient, ne peut être résolu sans la participation de l'OLP.»

INGÈRENCE DE BREJNEV

Brejnev, s'exprimant vendredi dans la Pravda, a condamné la politique de Sadate et a estimé qu'une convocation de la conférence de Genève était désormais plus difficile : «La situation s'est sérieusement compliquée» a-t-il déclaré. Il a préconisé un véritable «règlement global». Brejnev se présente à bon compte comme défenseur des droits du peuple palestinien.

C'est pourtant lui qui, il y a quelques années, avait conseillé à Sadate de négocier avec Golda Meir sous son égide. Ce qui déplait à Brejnev dans cette politique de capitulation, c'est que l'impérialisme US y marque des points. Il exige un «règlement global» dans le cadre de la Conférence de Genève où il pourrait donner libre cours à sa volonté d'intervention au Proche-Orient.

Marseille : l'eau était dans le gaz

A mettre au compte des contradictions qui se développent entre le PS et le PCF, l'attitude adoptée par les élus de ce dernier lors du vote du projet de budget de la ville de Marseille : à cette occasion, ils ont voté contre le maire socialiste Defferre. Il est vrai que Marchais, qui rappelait récemment, à la radio, qu'il avait donné consigne pour que la crise nationale ne soit pas répercutée dans les municipalités d'Union de la gauche, pourra toujours soutenir que Marseille n'appartient pas à cette catégorie. En effet, Defferre, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, s'était opposé jusqu'au bout à la mise sur pied de listes communes. Les élus PCF qui siègent au conseil municipal proviennent dont du seul secteur où leur liste est parvenue à battre celle du maire socialiste.

Cependant, Defferre a saisi l'occasion pour développer la polémique sur le terrain de la politique générale : «Vous avez décidé de rompre (...) Georges Marchais, a dit que les communistes pouvaient attendre cinq ou dix ans. Les collectivités locales ne le peuvent pas. «Manœuvre politique pure et simple», commentait l'Humanité du lendemain.

Menaces du PCF

«Si les choses restent en l'état, évidemment notre conférence nationale aura à prendre position sur la situation créée» a déclaré Paul Laurent, du Bureau Politique du PCF, à propos des relations entre son parti et le PS. Bien qu'elle soit plus prudente que les récentes déclarations de Piquet à Strasbourg, c'est la deuxième prise de position par laquelle des dirigeants du PCF laissent entendre que cette conférence, qui se tiendra les 7 et 8 janvier, pourrait refuser toute nouvelle concession à l'égard des socialistes.

Echo

Lors de la dernière séance de l'Assemblée nationale, Defferre avait mis en cause à la tribune la manière dont la «majorité» tente de se servir des votes des Français résidant à l'étranger pour mars 78. Douffiagues, délégué général du parti giscardien, lui a répondu : «Je me méfie des gens qui crient au loup. Je voudrais d'ailleurs savoir comment sont fabriquées les listes électorales à Marseille. Je ne suis pas sûr qu'il n'y ait pas dans cette ville des appartements surpeuplés». Nous ne prendrons pas le risque de le contredire sur ce dernier point. Mais nous ne prendrons pas non plus celui de mettre en doute les propos du maire de Marseille à la tribune de l'Assemblée.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Tunisie : après la répression des grèves, grave crise gouvernementale

Samedi, le ministre de l'Intérieur tunisien Belkhouja a été évincé du gouvernement. Dimanche, successivement, le ministre des Affaires étrangères Chatty et le ministre de l'Economie Lasram ont démissionné pour se solidariser avec lui. Cette crise serait la conséquence de la répression par l'armée de la grève et des manifestations de Ksar Hellal le 15 octobre, à la suite d'une lutte des ouvriers du textile de cette ville. Au début du mois de décembre, le premier ministre Nouria avait déclaré : «Le gouvernement est prêt à s'opposer par tous les moyens à l'agitation sociale... Tenter d'affaiblir l'autorité de l'Etat ou d'en diminuer le dynamisme au nom d'un libéralisme souvent mal compris revient à entraver l'œuvre de développement.»

Cette déclaration reflétait déjà des contradictions sur la tactique à adopter de la classe dirigeante tunisienne : elles ont abouti à la crise actuelle qui va accroître ses difficultés.

PROGRAMME TÉLÉ

Lundi 26 décembre

- TF 1
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - La poésie que j'aime
19 h 45 - Mini-chroniques
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Au plaisir de Dieu. Film TV en six épisodes. N° 3 : Si j'étais pape.
22 h 00 - Barbarella. Film franco-italien de Roger Vadim. Avec Jane Fonda, et Ugo Tognazzi. Jane Fonda en Barbarella, filmée par Vadim, part en mission spéciale à travers les galaxies. Sa seule arme : l'érotisme. Jane Fonda nous a montré depuis qu'elle avait d'autres cordes à son arc.
23 h 35 - Journal et fin.
- A 2
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Le petit théâtre
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Roberto Devereux. Opéra en trois actes de Gaetano Donizetti.
22 h 40 - Paris - New-York. Deuxième partie : 1940-1970. Les multiples facettes de l'art moderne américaine.
23 h 55 - Journal
- FR 3
19 h 20 - Actualités régionales.
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de fin d'année.
20 h 35 - Barabbas. Film italien de Richard Fleischer (1962), en version française. Avec Anthony Quinn, Silvana Mangano, Vittorio Gassman.
23 h 35 - Journal et fin.

Mardi 27 décembre

- TF 1
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - La poésie que j'aime.
19 h 45 - Mini-chroniques
20 h 00 - Journal
20 h 30 - À la découverte des civilisations perdues. L'énigme du Britannic. Émission de Jacques-Yves Cousteau. Le commandant Cousteau nous entraîne à la découverte de l'épave du Britannic.
21 h 30 - Les chevaliers aux 108 étoiles. Série japonaise dix épisodes.
22 h 20 - Si l'on dansait... la samba. Émission de Ray Ventura.
22 h 55 - Journal
- A 2
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Le petit théâtre.
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Les dossiers de l'écran. Piaf. Film français de Guy Casaril (1973). Triste film, à mille lieux de ce que fut Piaf. Écouter des disques plutôt que de regarder ce sous-produit commercial. Pourquoi ces débats sur Piaf ? Seul Georges Moustaki saura peut-être nous en parler.
23 h 30 - Journal
23 h 40 - Des compagnons pour vos songes.
- FR 3
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre.
19 h 55 - Flash journal.
20 h 00 - Les jeux de fin d'année.
20 h 35 - Vera Cruz. Film américain de Robert Aldrich (1954), en version française avec Gary Cooper, Burt Lancaster. Un bon western dépeignant la décomposition de la dictature de Maximilien au Mexique.

La mort de Charles Spencer Chaplin

CHARLOT
RESTE AVEC NOUS

● Charles Spencer Chaplin vient de nous quitter ce jour de Noël 1977 à l'âge de 88 ans. A lui seul il personnalisait tout le cinéma et avec lui vient de s'éteindre la plus grande personnalité de l'histoire du septième art.

Charlie Chaplin et Charlot, c'est déjà une vieille histoire. Ils étaient à l'origine semblables comme les deux sosies de «Charlot chef de rayon». Peu à peu, le créateur et son personnage se sont différenciés. Chaplin avait investi tout le meilleur de lui-même dans son personnage, il est devenu une personnalité distante, couverte d'honneurs, un de ces milliardaires insensibles de ses premiers films. Aujourd'hui, il ne reste plus que Charlot, mais à travers lui, c'est le Chaplin des meilleures années qui continue à vivre, celui qui demeurera à jamais sur les écrans, silhouette sautillante qui fera rire et pleurer des millions de spectateurs longtemps encore.

Charlie Chaplin est né à Londres le 16 avril 1889, l'année où fut inventée la caméra. Il monta sur scène dès l'âge de cinq ou six ans avec ses parents qui étaient chanteurs de music-hall. A dix ans, Charlie Chaplin et son frère Sidney durent se débrouiller tous seuls, leur père étant mort et leur mère malade. A vingt et un ans, il s'embarqua pour les USA avec une troupe de théâtre, il y rencontre deux ans plus tard Mack Sennet, le roi du cinéma muet de l'époque.

Mais Chaplin qui conquiert une certaine célébrité dans les films de Sennet veut voler de ses propres ailes. S'inspirant du personnage fameux de Max Linder : le dandy à petite moustache avec canne et chapeau melon, il crée Charlot. Le dandy se transforme en clochard alliant les attributs de la distinction (moustache, chapeau

melon et canne) aux signes de la pauvreté : habits dépareillés, godillots.

Le nom de Charlot commence à devenir célèbre en 1915 : «Charlot apprenti», «Charlot vagabond», puis «Easy Street», «L'émigré», «une vie de chien». Au fur et mesure que s'affirme son talent, Chaplin réalise des films plus ambitieux, il a débuté dans les courts métrages, qui durent le temps d'un gag, il va créer des longs métrages où le gag n'est plus le centre et la raison d'être du film. Ce sont alors ses chefs d'œuvre : «Charlot soldat» (1918), «La rue vers l'or» (1923), «les lumières de la ville», «Les temps modernes», «Le dictateur», «Monsieur Verdoux», «Limelight».

Le premier apport de Chaplin à l'art cinématographique, un art qui n'en était encore qu'à ses balbutiements, c'est d'a-

voir créé un véritable personnage doué de sentiments, inséré dans un monde bien réel et délivré des conventions théâtrales qui peuplent alors les plateaux de cinéma. Charlot vit dans le même monde que nous. Chaplin a considérablement enrichi le langage cinématographique et la panoplie de l'acteur. Il a multiplié les angles de prises de vue qui étaient relativement limités à l'époque. Acrobate-enfant de la balle il a prêté ses dons de clown à Charlot lui faisant accomplir de véritables prouesses d'acrobatie et de mime.

Mais ce qui fit le succès de Charlot c'est qu'il était proche des gens du peuple.

Chaplin ne s'est pas contenté de narrer de façon sentimentale les aventures pitoyables d'un vagabond nommé Charlot. Il a porté une critique féroce de la société de son époque qui lui valut d'ailleurs d'être contraint à l'exil lorsque le Mac Carthyisme se déclina aux USA. Dans «Charlot soldat», il dénonce l'absurdité de la première guerre mondiale. Dans «les temps modernes», il s'en prend à l'inhumaine exploitation des ouvriers dans les bagues capitalistes. «Le Dictateur» ridiculise Hitler et Mussolini, en même temps qu'il constitue un appel à défendre la démocratie contre la folie fasciste.

«Monsieur Verdoux» (1947) constitue la plus violente attaque de Charlie

Chaplin contre la société capitaliste. Dans une interview Chaplin déclare à propos de ce film : «Von Clausewitz a dit que la guerre est l'extension logique de la diplomatie ; Monsieur Verdoux est conscient que le meurtre est l'extension logique des affaires». Monsieur Verdoux, personnage qui s'inspire de Landru subvient à ses besoins d'argent en épousant des vieilles dames riches qu'il élimine ensuite pour disposer de leur fortune. Chaplin montre qu'il ne fait qu'appliquer les critères de la société bourgeoise.

La critique de Chaplin pour virulente et percutante qu'elle soit en reste toutefois aux formes de la société bourgeoise. Ses cibles sont l'inégalitarisme révoltant entre riches et pauvres, le mode de vie insensé imposé par l'industrialisation, l'étouffement des sentiments par l'argent et la puissance, le caractère impitoyable des riches. C'est beaucoup certes, si l'on compare au conformisme de la plupart des cinéastes de l'époque, mais cette critique est désespérée. La seule échappatoire est l'individualisme du vagabond. Ainsi dans «Les temps modernes», il n'y a pas de révolte collective, Chaplin n'oppose pas prolétaires et capitalistes, il ne connaît que pauvres et riches, ce qui enferme ses films dans les limites de l'humanisme.

Serge LIVET

Et l'acier fut trempé

Joukhraï, un bolchévik recherché est hébergé chez Pavel Kortchaguine. Il organise le travail du Parti avant son départ.

« Vous vous passerez bien de moi ; et, pour ce qui me regarde, je ne peux plus rester les bras croisés. Dix mois de perdus, ça suffit comme ça », pensait Joukhraï irrité.

— Qui es-tu au juste, Fédor ? lui demanda un jour Pavel.

Joukhraï se leva, les mains dans les poches. Il ne comprit pas tout de suite la question.

— Tu ne le sais donc pas ?

— Je pense que tu es un bolchévik ou un communiste, répondit doucement le garçon.

Joukhraï éclata de rire, frappa sa large poitrine tendue d'un tricot rayé et dit en souriant :

— Tout juste, petit frère. Aussi juste que bolchévik et communiste, c'est du pareil au même. Et, reprenant son sérieux, il ajouta : Puisque tu as compris ça, rappelle-toi aussi qu'il ne faut en parler à personne, si tu ne veux pas que je me fasse étriper. Vu ?

— Vu, répondit fermement Pavel.

Dans la cour, des voix retentirent ; on ouvrit la porte sans frapper. Joukhraï porta rapidement la main à sa poche, mais la ressortit aussitôt en apercevant Sérioja Brouzjak, pâle, amaigri, la tête bandée, suivi de Valia et de Klimka.

— Salut, vieille branche ! Sérioja sourit en tendant la main à Pavel. On vient te rendre visite, tous les trois. Valia n'ose pas me laisser sortir

(Extraits)
25^e épisode Nicolas OSTROVSKI

seul. Et Klinka tremble pour elle. Il a beau être rouquin, il se rend tout de même compte que certaines visites sont dangereuses pour certaines personnes, quand elles y vont toutes seules.

Valia, taquine, mit sa main sur la bouche de son frère.

— En voilà un bavard, fit-elle en riant. Il lui rend la vie impossible, à ce pauvre Klimka !

Celui-ci s'esclaffait, bon enfant, montrant ses dents blanches.

— Comment en vouloir à un malade ? Il a la boule fêlée et ne sait pas ce qu'il dit.

Tous se mirent à rire.

Sérioja, encore faible après le coup de sabre qu'il avait reçu, s'installa sur le lit de Pavka et un entretien animé s'engagea bientôt entre les quatre jeunes gens. Habituellement gai et boute-en-train, Sérioja, à présent coi et abattu, racontait à Pavka comment il avait été blessé par le pétliourien.

Joukhraï les connaissait tous. Il s'était rendu plus d'une fois chez les Brouzjak. Il aimait bien ces jeunes, qui n'avaient pas encore trouvé leur voie dans le tourbillon de la lutte, mais qui exprimaient clairement les aspirations de leur classe. Et il les écouta attentivement relater les efforts déployés par chacun pour abriter chez soi des familles juives au moment du pogrom. Ce soir-là, il leur parla longuement des bolchéviks, de Lénine,

aidant chacun d'eux à saisir le sens des événements.

Il était déjà tard lorsque Pavel reconduisit ses hôtes.

Chaque soir, Joukhraï quittait la maison, qu'il regagnait tard dans la nuit. Il mettait au point, avant son départ, les modalités du travail à accomplir par les camarades qui resteraient dans la ville.

Cette nuit, il ne revint pas. En se réveillant, Pavel vit son lit vide.

Saisi d'un vague pressentiment, le garçon s'habilla rapidement et sortit de la maison. Ayant verrouillé la porte et déposé la clé à l'endroit convenu, il fila chez Klimka dans l'espoir que celui-ci donnerait des nouvelles de Fédor. La mère de son copain, une femme trapue, au large visage grêlé de petite vérole, faisait la lessive. Quand il lui demanda si elle savait où était Fédor, elle répondit brutalement :

— Tu crois peut-être que je n'ai rien de mieux à faire que de veiller sur ton Fédor ? A cause de ce beau coco, on a tout mis sens dessus dessous dans la maison de Zozoulikha. Qu'est-ce que tu lui trouves de bon ? Et pourquoi vous vous collez à lui, Klimka et toi ?

Elle pressait le linge avec acharnement, laissant trotter sa langue bien pendue, acérée.

Pavel fit un saut chez Sérioja, où il exprima son inquiétude. Valia intervint dans la conversation :

— Pourquoi t'affoles-tu ? Il a pu s'attarder chez des amis.

Mais sa voix manquait d'assurance.

Ne pouvant rester en place, Pavel quitta les Brouzjak, refusant, malgré leur insistance, de rester à déjeuner.

A SUIVRE

SAHARA: GUIRINGAUD DECLARE LA GUERRE



Discours de Guiringaud : relativement peu applaudi

Liberté surveillée

C'est dans une atmosphère policière que Guiringaud avait organisé vendredi la cérémonie de réception des huit prisonniers du Front Polisario. Après de nombreux contrôles policiers, les journalistes étaient parqués à plusieurs dizaines sur une balustrade d'où ils pouvaient observer la grande salle ovale «l'isba». Un cordon de flics empêchait, pendant les longues heures d'attente les familles de communiquer avec la presse : chaque fois qu'un dialogue s'amorçait, un flic faisait écran entre le journaliste et la personne à laquelle il s'adressait et la reconduisait à sa place. D'un autre côté, on voyait un ballet incessant de diplomates et de barbouzes au milieu desquels Chayet paraissait. Arrivé une heure avant l'avion, Guiringaud, flanqué de Bonnet, ministre de l'Intérieur vint s'entretenir avec les familles, avec le paternalisme d'un curé de campagne s'adressant à ses ouailles.

Le discours de Guiringaud fit d'un bout à l'autre une justification de l'intervention impérialiste. Faisant sonner rageuse-

ment le terme d'«otages», il fit à nouveau mention des cinq jeunes disparus dans le Sud marocain en 1976, alors que le gouvernement algérien venait de répéter à Waldheim ce qu'il a toujours dit, à savoir que c'est à Hassan II qu'il faut demander des comptes à ce sujet.

Le discours haineux du ministre fut écouté d'une oreille distraite par les huit et relativement peu applaudi, contrairement à l'intervention de Waldheim qui s'en tenait strictement au caractère humanitaire que devait avoir cette cérémonie.

Après les discours, les huit purent poser pour les photographes, mais furent brutalement soustraits aux questions de la presse. Bonnet, lui-même, prenant à cœur son rôle écartait prudemment un micro qui traînait à proximité des ex-prisonniers... Les journalistes furent bloqués dans le réduit où on les avait entassés. Ensuite, le parking d'où les prisonniers et leurs familles parlaient étaient entourés de CRS. Cette étrange libération s'était faite sous le signe du silence et du maintien de l'ordre.

Prisonniers politiques marocains

Hassan II a cédé

Selon certaines informations parvenues dimanche, Hassan II aurait cédé sur les revendications des prisonniers politiques marocains concernant leurs conditions de détention. Il a cédé après six semaines de grève de la faim des prisonniers, grève qui a coûté la vie à Saïda Menebhi, et qui met encore en danger la vie de trois autres. Cette première victoire est avant tout le fruit du courage indomptable des prisonniers politiques, du courage de leurs familles

qui n'ont cessé d'appuyer leur grève par des manifestations.

Cette fermeté a permis de briser le mur du silence et de faire connaître la situation et la lutte des prisonniers politiques marocains. Mais la lutte doit continuer pour obtenir la libération totale des marxistes-léninistes marocains emprisonnés à la suite d'un procès truqué et toujours en danger tant qu'ils sont dans les geôles d'Hassan II.

Suite de l'éditorial

Jusqu'où ira-t-il ? Mise-t-il sur la mort de techniciens et de militaires français pour justifier une intervention massive, un massacre du peuple sahraoui directement perpétré par l'armée française ?

L'histoire de l'impérialisme français est jalonné d'interventions militaires qui ont répandu le sang des peuples qu'il colonisait aux quatre coins du monde. S'il a cessé d'intervenir directement dans bien des cas, c'est à la suite des coups que lui ont porté les peuples : il a dû faire des concessions et reculer tout en cherchant à préserver ses rapports d'exploitation et un réseau de bases militaires.

Aujourd'hui, en Afrique, l'impérialisme français est confronté aux superpuissances qui lui dis-

putent les zones d'influence dont il se croyait le plus sûr. Incapable de leur tenir tête dans bien des domaines, il se sert de son armée, comme au Zaïre et au Sahara, pour tenter un retour en force dans ce continent.

Même s'il ne s'agit que des derniers soubresauts militaires d'un impérialisme en difficulté, il peut encore commettre des crimes comme ceux dont il s'est rendu coupable envers le peuple sahraoui.

Aux côtés des peuples en lutte, le peuple français, instruit par le passé, saura l'en empêcher : en dénonçant et en combattant l'intervention. En creusant la tombe de l'impérialisme français par la révolution socialiste.

Jean-Pierre
CHAMPAGNY

En bref... En bref... E

PORTUGAL

Les négociations entre le parti socialiste et les autres partis pour un programme de gouvernement et la formation d'un nouveau cabinet semblaient avoir échoué à la fin de la semaine dernière.

USA - URSS

Les États Unis viennent d'annoncer la construction par les Soviétiques d'une très importante base d'écoutes à Cuba. Cette station permettrait à l'URSS d'écouter un très grand nombre de communications téléphoniques internationales, relayées par les satellites Intelsat. Ainsi l'URSS pourrait intensifier son espionnage économique, les communications militaires étant, elles, codées.

CONFERENCE DE BELGRADE

La conférence de Belgrade, qui doit faire le bilan des accords d'Helsinki a été suspendue à la fin de la semaine dernière. Elle doit reprendre le 17 janvier. La rédaction des textes finaux semble difficile, particulièrement, bien entendu, en ce qui concerne la question des droits de l'homme en URSS et en Europe de l'Est.

USA

Carlucci, ambassadeur des États Unis, a été nommé directeur adjoint de la CIA. Il avait été envoyé au Portugal en 1975, au moment où l'impérialisme US craignait l'arrivée au pouvoir du parti de Cunhal. La promotion dont il bénéficie montre qu'il a donné satisfaction.

ONU

A l'unanimité, l'Assemblée générale de l'ONU a voté des crédits pour un budget de radiodiffusion en direction de l'Afrique du Sud. Ces émissions pourraient être émises depuis un certain nombre de pays africains.

OPEP

Après la conférence de Caracas, où les pays de l'OPEP ont décidé de suspendre leur décision sur les prix, il semble possible qu'une nouvelle réunion ait lieu avant le 15 juin, date normale. D'autre part, l'Arabie Saoudite a accepté de limiter sa production, ce qui améliorerait la situation du marché du pétrole et permettrait aux pays producteurs d'envisager une hausse.

Contre l'intervention

Le secrétaire général du Front POLISARIO a adressé une lettre aux chefs d'Etat africains. Il déclare notamment : «L'intervention française prend le relais des troupes d'agression maroco-mauritaniennes mises en déroute par notre vaillante armée et incapables d'étouffer les aspirations légitimes de notre peuple.

De fait, la politique du gouvernement français, dans sa conception comme dans sa projection, vise à entraver le processus de décolonisation engagé par les Nations-Unies et l'Organisation de l'Unité Africaine et à se substituer à l'Afrique dans le règlement de ses propres problèmes. Cette politique vise à rien moins qu'à ressusciter la vieille doctrine de domination et d'exploitation coloniales, sous le prétexte invoqué par le gouvernement français lui-même d'assurer ses approvisionnements et de protéger ses intérêts.»

Le président malgache Ratsiraka a élevé une très vive protestation contre l'intervention de l'impérialisme français. Le gouvernement syrien aurait demandé une réunion spéciale des non-alignés à ce sujet.

COMMUNIQUE DE L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA RÉPUBLIQUE ARABE SAHRAOUIE DÉMOCRATIQUE

L'Association des Amis de la République Arabe Sahraoui Démocratique attire l'attention sur les faits suivants :

— L'attitude du F. POLISARIO libérant les prisonniers français alors même que le gouvernement français faisait bombarder sauvagement les combattants de l'armée de libération populaire sahraoui au phosphore et au napalm, prouve la très haute maturité politique du peuple sahraoui capable de faire passer l'amitié et la solidarité avec les peuples avant les sentiments de vengeance et de chauvinisme qui auraient pu être les leurs, en réponse aux attaques dont ils étaient l'objet.

— Le peuple qui accomplit un geste d'une pareille magnanimité montre sa force, sa détermination et la justesse du combat qu'il mène pour le triomphe de sa cause.

— Ce geste unilatéral, auquel rien ne l'obligeait compte tenu des lois de la guerre, à l'égard de prisonniers capturés en zone de belligérance dans une «ville-base militaire» fortifiée, après que de multiples appels aient été lancés, invitant les étrangers à quitter la zone à pour objet de montrer au peuple français que le peuple sahraoui n'entretient aucune hostilité à son encontre malgré les efforts incessants du gouvernement français pour tenter d'opposer les deux peuples. Efforts illustrés par le conditionnement auquel a été soumis le peuple français pour violer sa conscience dans le dessein de lui faire couvrir la participation chaque jour plus importante et plus meurtrière de la France à la guerre contre le peuple sahraoui. Le fait d'affubler du nom d'«otages» des prisonniers se trouvant au moment de leur capture dans une base désignée depuis le début de la guerre par le F. POLISARIO, comme objectif militaire, des prisonniers encore, dont plusieurs ont participé directement — contre leur gré, il est vrai — à des tâches militaires, fait partie de l'ignoble campagne destinée à masquer les objectifs réels bellicistes du gouvernement français.

— Les combattants de l'Armée de Libération Populaire Sahraoui ont fait savoir qu'il ne leur serait pas toujours possible, comme ils l'ont fait depuis novembre 1975, de tout mettre en œuvre — souvent au prix de très grands risques pour leur propre sécurité — pour épargner la vie des citoyens français se trouvant en zone de guerre.

L'entrée en guerre désormais de la France contre le peuple sahraoui donne à celle-ci la déshonorante qualification de puissance belligérante. L'intensification des combats qui va découler de cette entrée en guerre d'une puissance extra-africaine fait maintenant courir aux citoyens français se trouvant en zone de belligérance de graves risques de mort.

Tout en se félicitant de la libération, au nom de l'amitié et de la solidarité entre le peuple sahraoui et le peuple français, de huit de nos compatriotes, l'Association des Amis de la RASD prie tous ceux qui sont en mesure d'intervenir auprès des Français résidant en zone de guerre, de les alerter sur les graves dangers qui pèsent sur eux.

L'Association des Amis de la RASD appelle le peuple français à tout mettre en œuvre pour que cesse l'intervention française contre les peuples sahraoui et mauritanien, et pour que les français se retirent de toute urgence des zones de combat où ils n'ont pas à participer à la guerre de rapine que le gouvernement français mène à 4500 kilomètres de nos frontières.

La solidarité et l'amitié entre les peuples français et africains doit faire échec à la «politique du napalm».

Paris, le 22 décembre 1977